

DEBAT

Steven Erlanger, directeur du bureau londonien, *The New York Times*

I also have great respect for Cathy Ashton for persevering; it helped that Bill Burns was having meetings on the side as well. I will take chairman's privilege for a second. It is a big region, and everyone talks to some degree about Israel. Israel is not on the panel, so I will ask Itamar Rabinovich, who is a very good Israeli diplomat and a specialist on Syria, to say a couple of words about how Israel sees the current turmoil.

Itamar Rabinovich, président, Israel Institute

Specifically about Syria, we look with sadness on a terrible human tragedy. Israel is taking in hundreds of wounded Syrians, mostly children, to be treated quietly and anonymously in Israeli hospitals, and we are aware of the human dimension of this tragedy. We are also fully aware of the geopolitical importance of it to us as a neighbouring country; surprisingly, of the five neighbours of Syria, we have been the least affected and the least interventionist of all. We have calculated that, important as it may be for us, we have no role to play in this.

First of all, the Israeli policy community and think tank community, like these communities in Western Europe and North America, is divided; some believe, as we have heard recently from the former American Ambassador to Syria, Ryan Crocker, and the former head of the CIA, that it is better to have, so to speak, the devil you know, as Assad will fight the jihadis. Others believe that, if Assad stays in power as an ally of Iran and Hezbollah, on the assumption that Iranian policy does not change, it may be more dangerous for Israel. We are not there to help the opposition in any event, because if we were to help them, we would play into the propaganda of the regime, which has argued all along that this is not a genuine domestic revolution but a conspiracy hatched from the outside.

The only interventions that we have made, informally or unofficially of course, were pin-pricks designed to prevent a transfer of sophisticated weapons systems to Hezbollah, which would have been game-changers and would not have been responded to by the regime. However, on the whole we are on the sidelines, fully aware that in a matter of minutes or hours this could change and we might be drawn in. We believe like everybody else that ultimately the solution is to be political and diplomatic, but we also believe, or I personally believe, that you cannot come to a Geneva II or a Geneva III without leverage, and right now there is no leverage for a change because the tide of the civil war has turned after Qusayr, the chemical weapons crisis and the more recent events that have been referred to. The regime seems to be doing very well and it is not likely to give up, so I do not have high hopes for the Geneva II meeting.

I am afraid that the most likely scenario is a tragic one of an unfolding crisis for the next several years. Syria will remain a divided country, a failed state and the scene of a civil war, and even if the regime is successful, Assad is not likely to re-establish an effective government over the whole of the country. Therefore, in other words, the wise policy for the next few years would not so much be crisis solution but crisis management and damage limitation.

Dominique Moïsi, conseiller spécial, Ifri

Je vais parler français très rapidement. Il y a trois ans, lorsque nous nous réunissions, nous étions sous l'espoir que le printemps arabe déboucherait sur la démocratie pour tous, et l'état de droit pour tous. Les idées de l'Europe rejoignaient les idées du monde arabe. Aujourd'hui, nous sommes dans la peur qu'en réalité des frontières artificielles, dessinées dans le sable par l'Europe dès 1916 soient peut être sur le point de s'effondrer. Donc, on est passés de l'idée que les idées de l'Europe allaient se répandre, à l'idée que maintenant les frontières de l'Europe vont se fragmenter, les frontières dessinées par l'Europe vont se fragmenter. Et dans ce schéma, il me semble que le rôle des puissances occidentales a été très, très, négatif. Excessif sans doute dans les années 2000-2010, et sans doute insuffisant depuis 2010. Et le schéma de la guerre d'Espagne revient vers moi comme une obsession dans le cas de la Syrie. Je crois que ce qu'a dit Bassma était très important. Au fond, nous avons abandonné les forces que nous



devions soutenir. Et ce n'est pas l'intervention en tant que telle qui est un problème. C'est que d'un côté il y a eu une intervention qui a continué, et de l'autre il y a eu une désagrégation des volontés et une grande confusion, à l'exception de la France.

Steven Erlanger, directeur du bureau londonien, *The New York Times*

Merci Dominique.

Bogdan Klich, sénateur et ancien ministre de la Défense polonais

I have two short remarks, the first one concerning what Madame Guigou said a minute ago concerning the role of Europe. We will see next week how Europe sees the future of its role, not only in the eastern dimension but also in the southern dimension, because the summit will be devoted to the future of the common security and defence policy, the first summit for several years. I do not believe, frankly speaking, that it will be a breakthrough; it will rather provide an impulse that will unlock several processes that were locked over the last few years.

The second remark concerns the refugee problems in neighbouring countries. It is true that Israel is not affected by the problem of refugees, but other countries are strongly affected by refugees, and this is a social disaster right now, and the main reason why the stability of the whole region is being undermined. It could be one of the causes of instability in Lebanon or Jordan. My question is not about resources, because we have limited resources, but about the second dimension of the problem of refugees, which is the problem of management. It is necessary to introduce a regional, or even supra-regional, framework for managing the problem of Syrian refugees. Do you have any ideas?

Michel Touma, journaliste, *L'Orient Le Jour*

Je suis journaliste libanais du quotidien francophone l'Orient du Jour. Je voudrais commenter les propos de Monsieur Girard au sujet du régime laïciste qui combat les fondamentalistes. Je pense que personne sur terre n'a autant expérimenté au quotidien, n'a autant subi le régime – c'est bien le régime d'Assad père et fils – que les Libanais. Je peux donner de multiples exemples de manipulations d'organisations fondamentalistes sunnites et chiites par le régime syrien pour détruire le Liban, pour déstabiliser l'État libanais, et pour empêcher l'opposition dans les années 1990 et 2000. Ce régime « laïciste » créait des organisations fondamentalistes djihadistes pour réprimer l'opposition libanaise, pour l'empêcher de s'opposer à l'occupation syrienne. Plus récemment en 2007, ce régime laïciste syrien a créé une organisation fondamentaliste des plus dangereuses, qui est Fatah al-Islam, pour combattre l'armée libanaise dans une guerre qui a duré cinq – six mois, pour déstabiliser l'État libanais. Tout récemment encore, il y a eu une double explosion dans la capitale du Liban Nord, à Tripoli, qui a fait soixante morts et une centaine de blessés. Il s'est avéré que les exécutants étaient des fondamentalistes djihadistes sunnites, qui avaient été envoyés par le régime syrien.

Steven Erlanger, directeur du bureau londonien, *The New York Times*

Merci.

Renaud Girard, grand reporter, *Le Figaro*

Attendez. Je veux répondre. Je crois qu'on m'a mal compris. Et je crois que Bassma et Elisabeth aussi m'ont mal compris. Que je sois très clair : je ne suis pas favorable à la dictature de Bachar. Je pense d'ailleurs qu'on aurait dû peut-être le flinguer en 1981, après qu'il eût assassiné notre ambassadeur Louis Delamare à Beyrouth. Je pense. J'étais Monsieur, à Achrafieh en 1989 sous les bombes syriennes quand le quartier d'Achrafieh, qui est le Saint-Germain de Beyrouth, était bombardé par les syriens. Et j'aurais aimé que la France intervint pour protéger ses vieux alliés chrétiens libanais. La seule chose : moi si j'étais syrien, je voterais pour Bassma Kodmani comme président de la Syrie. Donc que les choses soient extrêmement claires, parce que je crois que j'ai été un peu mal compris.

Simplement ce que je dis, c'est qu'on ne peut pas faire de la politique avec des vœux pieux. Bassma dit qu'il faut que les djihadistes partent. Je connais bien la guerre. Je couvre la guerre depuis trente ans. Je dis : « Hélas Bassma, tu te

trompes, les djihadistes ne partiront pas », premièrement. Et deuxièmement, personne ne les fera partir. Et donc je pense que mon pays doit avoir une politique réaliste. Monsieur l'ambassadeur d'Israël a dit : « Nous n'avons rien à faire dans cette guerre ». Je pense que la France n'a rien à faire dans l'affrontement qui a lieu aujourd'hui entre les sunnites et les chiïtes. C'est un affrontement beaucoup plus grand, qui va d'ailleurs jusqu'au Pakistan.

Et je voudrais simplement pour finir donner quatre conclusions de cette gestion – n'est-ce pas – par la France de la crise syrienne. Premièrement, je pense Monsieur qu'on ne promet pas de faire la guerre si on n'en a ni les moyens ni la volonté. Après ce qui s'est passé à la Ghouta, c'est-à-dire le bombardement chimique dont a parlé Bassma – qui est tout à fait horrible – le Président a dit : « Nous allons faire une action punitive ». Or, il savait qu'il n'avait ni les moyens – puisqu'on coupe les moyens de l'armée française depuis vingt ans – ni la volonté – puisque notre volonté dépendait d'un vote, de l'assentiment du Congrès américain. Donc il n'y avait pas vraiment de volonté.

La deuxième chose, je l'ai dit, il faut toujours laisser ouverts les outils diplomatiques. Là, Elisabeth était d'accord avec moi. La troisième chose, je pense, c'est que bien sûr il faut renverser les tyrans. Mais il ne faut pas renverser un tyran tant qu'on n'a pas trouvé la solution après. Et je ne crois pas qu'on ait trouvé la solution. Et j'aimerais bien qu'on me la donne, parce que bien sûr qu'on aimerait tous avoir Bassma Kodmani.

Mais ce n'est pas ça la réalité sur le terrain, des gens de la rébellion à Alep. A Alep se sont des gens qui massacrent un jeune vendeur de cigarettes parce qu'il a été accusé d'avoir insulté le prophète. Voilà la réalité aujourd'hui. Et la réalité aujourd'hui, c'est que les gens comme Bassma, qui sont dans la banlieue de Damas à Douma, viennent d'être pris par les brigades djihadistes. C'est ça la réalité. Et la quatrième chose, c'est que ...

Steven Erlanger, directeur du bureau londonien, *The New York Times*

La réalité c'est que nous n'avons plus le temps. Je suis désolé. I will give Bassma the last word; that is, if you want the last word.

Bassma Kodmani, directrice exécutive, Initiative de la réforme arabe

Je n'ouvrirai pas le débat à nouveau. Je crois que j'ai été très claire. J'ai proposé des solutions tout à fait réalistes il me semble. Donc je remercie beaucoup Renaud Girard de m'élire Présidente de la Syrie. Mais si je suis à côté des réalités, je pense que ça n'ira pas du tout pour la Syrie. Il me semble pourtant que j'ai proposé des choses assez concrètes. Merci.

Steven Erlanger, directeur du bureau londonien, *The New York Times*

I have been a bad disciplinarian, but it has been a really interesting panel, so thanks for all of your patience.